

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/11622
14 février 1975
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 11 FEVRIER 1975, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR
LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA TURQUIE AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-jointe une lettre datée du
7 février 1975, qui vous est adressée par M. Rauf R. Denktas, Vice-Président de la
République de Chypre et chef de l'administration autonome chypriote turque.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente
lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la
Turquie auprès de l'Organisation
des Nations Unies,

(Signé) Osman OLCAY

Lettre datée du 7 février 1975, adressée au Secrétaire général par
M. R. R. Denktas, vice-président de la République de Chypre

D'après un article paru dans le Cyprus Mail du 2 février 1975, sous le titre "Conducteurs incarcérés pour avoir transporté des Turcs", la Cour suprême chypriote grecque a condamné à six mois de prison deux conducteurs chypriotes grecs qui avaient été auparavant condamnés à une amende par un tribunal inférieur, en attendant un jugement en appel. Le fait que cette affaire ait donné lieu à un pourvoi devant la Cour suprême montre que l'Administration chypriote grecque a intensifié ses efforts illégaux et inhumains pour limiter la liberté qu'ont les Chypriotes turcs vivant dans le sud de se déplacer. Même le transport des passagers chypriotes turcs dans des véhicules appartenant à des Chypriotes grecs a été interdit dans le cadre de la politique chypriote grecque visant à obliger les Chypriotes turcs à rester dans le sud contre leur gré.

Il y a lieu d'appeler l'attention sur le fait que ces Chypriotes turcs qui cherchent à gagner la région turque pour des raisons de sécurité le font dans des conditions extrêmement difficiles, abandonnant la plupart ou la totalité de leurs biens et de leurs effets et, comme des incidents survenus dans le passé l'ont prouvé, au risque même de leur vie. D'un côté, les éléments armés chypriotes grecs font tout leur possible pour rendre la vie des membres de la communauté chypriote turque dans le sud encore plus difficile, et, d'un autre côté, ils les empêchent de se rendre dans le nord par tous les moyens possibles, y compris les arrestations illégales, les coups et la torture, la confiscation de leurs biens et dans certains cas même le meurtre.

Je voudrais maintenant me référer à une communication que j'ai adressée récemment au représentant spécial de Votre Excellence à Chypre, M. Weckmann-Munoz, pour lui demander son aide pour faire transporter vers le nord deux Chypriotes turcs auxquels il fallait des soins médicaux d'urgence parce qu'ils avaient été suspendus à un arbre et roués de coups pendant six heures de suite par la Garde nationale chypriote grecque. Les Chypriotes turcs en question habitaient Paphos et se rendaient dans la région turque lorsqu'ils ont été appréhendés par la Garde nationale chypriote grecque qui leur a fait subir des sévices tels que leur état de santé s'est sérieusement aggravé.

Il n'est pas surprenant que les Chypriotes turcs habitant dans le sud continuent à prendre tant de risques pour venir dans le nord. Ceux qui, au moyen de restrictions de plus en plus sévères à leur liberté de mouvements, ont été forcés à rester dans le sud pour servir de pions dans les négociations politiques sont l'objet d'une campagne incessante de harcèlement : insultes, menaces de massacres collectifs, propositions indécentes faites aux femmes et aux jeunes filles et atrocités de toutes sortes que les paroles sont impuissantes à décrire.

Je m'élève vivement contre ces agissements qui visent à retenir la communauté chypriote turque contre son gré, en violation de toutes les règles de la décence humaine ainsi que des principes de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, pour en faire pratiquement des otages dans la région au sud de Chypre contrôlée par les Grecs.

Je vous serais obligé de bien vouloir porter la présente communication à la connaissance de tous les membres du Conseil de sécurité en la faisant distribuer en tant que document du Conseil.

Le Vice-Président de la
République de Chypre,

(Signé) R. R. DENKTAS

